



## Appel à chapitres pour un livre édité

**Date limite de soumission :** 15 décembre 2019  
**Titre :** Jurisprudence électorale émergente en Afrique  
**Contact :** okumu-masiga@africajurists.org  
MASIGA Martin  
Secrétaire général

Le Forum des juges et juristes pour l'Afrique (AJJF) souhaite inviter tous les officiers de justice, juristes, universitaires, organisations de la société civile, commissions indépendantes et toutes autres parties intéressées à soumettre une proposition de chapitre de 1000 à 2000 mots avant le 15 décembre 2019. La proposition devrait comprendre :

- Titre et domaine thématique sous lesquels la soumission est faite ;
- Un résumé du chapitre, et
- Objectifs ou but pour lesquels le chapitre est proposé.

L'AJJF élabore un guide sur la trajectoire de la jurisprudence électorale en Afrique. Le livre sera une collection d'articles sur le passé et le présent, et offrant un pronostic pour l'avenir des sujets et des thèmes spécifiés ci-dessous. Ce document sera produit dans le but de documenter les connaissances et les meilleures pratiques existantes tout en apportant des critiques dans les domaines controversés, soulignant ceux de convergence et de divergence et en exposant les défis et les opportunités. Mettre l'accent sur les sujets et les thèmes plutôt que sur les études de cas de pays spécifiques aidera à se focaliser sur l'élaboration d'une « jurisprudence africaine » distincte. Des éléments de cette jurisprudence ont été perçus comme un espoir de justice électorale dans la région, tandis que d'autres ont été critiqués pour avoir étouffé le développement de la démocratie africaine et la jouissance des droits de l'homme. Un certain nombre de pays tels que le Kenya, l'Afrique du Sud, l'Ouganda, le Libéria, le Ghana, le Nigéria et la Zambie ont toujours arbitré les différends électoraux du niveau local au niveau national et pourraient offrir des modèles perceptibles de la jurisprudence régionale contemporaine sur les questions électorales, qui trouveront leur place dans la publication.

### Public ciblé

La publication se veut être un ouvrage de référence pour les juges qui statuent sur les affaires électorales, les avocats qui plaident de telles affaires et les universitaires qui étudient, analysent et commentent la jurisprudence électorale, ainsi que les militants de la société civile travaillant sur les problèmes de justice électorale.



## Sujets recommandés

### Structure du guide de jurisprudence électorale

#### 1. Standards internationaux et régionaux Africains, normes et principes des élections (et le droit de participer)

Les articles de cette section peuvent inclure, mais pas limiter aux discussions sur les questions suivantes :

- Références remarquables ou application de normes internationales / régionales dans la jurisprudence nationale. Accorder une importance particulière aux cas où le tribunal a expressément mentionné et confirmé une disposition d'une convention internationale ou régionale relative aux droits électoraux ;
- Liberté de rassembler, liberté d'expression et dispositions législatives connexes, et leur utilisation et application pendant les périodes électorales ;
- Examens ou évaluations comparatifs de la jurisprudence nationale par rapport aux normes et standards internationaux / régionaux, et
- Toute autre application notable des règles et normes internationales / régionales dans les tribunaux nationaux.

#### 2. Période préélectorale : environnement électoral

Les articles de cette section peuvent inclure, mais pas limiter une discussion sur les questions suivantes :

- Accès équitable aux ressources et aux médias nationaux par tous les candidats aux élections nationales, en particulier aux élections présidentielles et parlementaires. Le rôle, le cas échéant, que les tribunaux ont joué pour remédier à ces écarts ;
- Le rôle des tribunaux dans la résolution des problèmes de violence pendant les élections ;
- Le rôle des structures administratives, telles que les administrateurs / conseillers de districts, les gouverneurs, les chefs et autres dirigeants locaux dans les zones rurales pendant la période électorale ;
- Les cas et décisions sur les organes de gestion des élections, et
- Les cas examinent la jurisprudence autour de inscription des électeurs, des élections primaires / la nomination des candidats et les cas concernant les candidats indépendants.

#### 3. Pendant les élections : Le vote, le décompte des voix et missions d'observation

Les articles de cette section peuvent inclure mais pas limiter aux discussions sur les questions suivantes :



- Les problèmes d'accès aux bureaux de vote, aux urnes, aux affiches et aux campagnes ;
- Rôle, évaluation et protection des missions d'observation régionales et internationales, et
- Examen des cas axés sur l'identification des électeurs, les opérations électorales, la transmission des résultats et la tabulation.

#### 4. Période postélectorale

Les articles de cette section peuvent inclure mais pas limiter aux discussions sur les questions suivantes :

- Accès des candidats et des victimes aux tribunaux : locus standi, aide judiciaire aux victimes ;
- Questions de procédure, fardeau et norme de preuve ;
- Substantialité, proportionnalité et autres principes de ce type ;
- Pétitions électorales et jurisprudence émergente, et
- Recours ouverts aux pétitionnaires.

#### 5. Exécution des décisions électorales

Les articles de cette section peuvent inclure mais pas limiter aux discussions sur les questions suivantes :

- Réponses de l'État aux décisions électorales et l'impact de la jurisprudence électorale sur les institutions électorales, les politiques et les cadres juridiques.

Les auteurs seront informés avant le 2 janvier 2019 de l'état de leurs propositions et les directives pour les chapitres leur seront envoyées. Les chapitres complets devraient être soumis d'ici le 28 février 2020, et tous les auteurs intéressés doivent consulter les directives de style à [https://www.up.ac.za/media/shared/Legacy/sitefiles/file/47/16216/2011styleguidelines\\_2.pdf](https://www.up.ac.za/media/shared/Legacy/sitefiles/file/47/16216/2011styleguidelines_2.pdf) avant la soumission. Tous les chapitres soumis seront examinés à double insu. Les contributeurs peuvent également être invités à servir de réviseurs pour ce projet.

**Remarque : Il n'y a pas de frais de soumission ou d'acceptation pour les propositions soumises à cette publication de livre.**

La production de ce guide est rendue possible grâce au généreux soutien du peuple américain à travers l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).